

MEDPRO

Newsletter

Prospectives Méditerranéennes



Le nouveau contexte régional dans le Sud de la Méditerranée: Quelles réformes économiques pour l'avenir ?

Dr. Rym Ayadi, Chercheuse Senior, CEPS, Coordinatrice de MEDPRO

La précarité économique et politique ont été à la racine des manifestations massives qui ont éclaté en Tunisie et se sont propagées au reste du monde Arabe, appelant à mettre un terme à des décennies de répression, corruption et inégalités. Ces appels populaires doivent conduire à des changements radicaux dans la région et à de profondes transformations politiques, sociales et économiques dont les fruits ne seront visibles que dans des dizaines d'années.

Le principal défi sera d'intégrer les aspirations sociales et politiques des citoyens dans le cadre d'un nouveau modèle socio-économique actuellement en construction, et dont les piliers doivent être redéfinis afin de permettre la création de richesse et la redistribution équitable et inclusive de celle-ci. Depuis les années 1980, le Sud de la Méditerranée a mis en place une série de réformes économiques destinées à créer de la croissance et à en diversifier les sources par le biais de la stabilisation macroéconomique, l'ouverture à la concurrence étrangère, et du développement du secteur privé. Si toutes ces réformes sont louables et doivent se poursuivre, elles doivent aujourd'hui mettre davantage l'accent sur une croissance et un développement social inclusifs. Il est bien connu que ces réformes ont été conduites sous l'influence du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) dans le cadre de leurs programmes d'ajustement structurel (PAS), destinés à réduire des niveaux insoutenables de dette extérieure. Si les PAS ont réussi à baisser le niveau d'endettement extérieur, leurs performances en termes de croissance du revenu par tête sont discutables, puisque dans la région celui-ci n'a cru en moyenne que de 2% depuis les années 1980 ; tandis que les économies de l'Asie du Sud Est enregistraient une hausse moyenne avoisinant les 5-6%. Leur faible impact sur la croissance nonobstant, les réformes induites par les PAS ne se sont pas traduites par des gains socioéconomiques plus larges dans une région où la population a cru de 185 à 382 millions entre 1980 et 2010, et dont le taux de chômage des jeunes –en grande partie qualifiés– avoisine parfois les 30%.

Parallèlement, les économies du Sud de la Méditerranée, ne se sont pas diversifiées. En 2010, environ 30% de la population active de la région travaillait dans l'agriculture, les revenus pétroliers représentaient 12% du PIB et l'investissement du secteur privé est resté figé à environ 10% du PIB. Les modèles de redistribution sont restés eux aussi figés, et dans certains pays, les revenus se sont davantage concentrés, renforçant ainsi les inégalités, tandis que 20% de la population de la région vivait sous le seuil de pauvreté au cours de la période. Ces divergences ont largement contribué à nourrir la frustration d'une population majoritairement jeune, de plus en plus concentrée dans des aires urbaines où l'accès aux infrastructures et aux réseaux de santé, d'éducation demeure problématique. Un interventionnisme public accru a dissuadé l'émergence d'un secteur privé capable d'absorber les nouveaux venus sur le marché du travail, exacerbant ainsi les pressions déjà élevées sur le chômage émanant de systèmes d'éducation et de formation inadaptés. Le résultat s'est traduit par une proportion importante de jeunes livrés à choisir entre le recours aux activités informelles ou l'émigration.

Avec ceci en toile de fond, quelles sont les réformes économiques qui pourraient être envisagées afin de réaliser des gains socioéconomiques durables et réaliser les aspirations d'une population qui cherche simplement de meilleures conditions pour une vie plus équitable ? Les pays de la région devront répondre au défi de la création et de la redistribution de richesses. Les recherches de MEDPRO ont

vigoureusement prouvé qu'à long terme la croissance continue d'être déterminée par l'afflux d'investissements directs étrangers (IDE), le commerce, une politique macroéconomique stable, et un marché financier développé, particulièrement en ce qui concerne l'ouverture du compte de capital. Ces facteurs soulignent l'importance d'une plus grande intégration avec les pays et régions voisines, y compris avec l'UE.

Les réformes économiques doivent en outre continuer à offrir les conditions nécessaires à l'attraction et la retenue d'IDE de qualité, au maintien de la discipline fiscale, à la gestion des déséquilibres du compte courant, tout en soutenant sérieusement un secteur privé –et en particulier les micro, petites et moyennes entreprises (MPME)– capable d'absorber une main d'œuvre jeune et de promouvoir l'innovation. Les réformes devraient aussi prendre en compte la nécessité de s'attaquer à la disparité entre les compétences offertes et demandées sur le marché du travail tout en maximisant les rendements de l'éducation.

Le développement et la gouvernance locale et régionale sont d'autres domaines où des politiques convaincantes doivent être mises en place afin de s'attaquer au problème structurel du développement territorial. Des politiques de développement inclusives ne peuvent émerger d'un système de décision excessivement centralisée. Les infrastructures sociales auparavant négligées devront être développées au niveau régional et local afin de faciliter les performances économiques et donner de nouvelles opportunités à l'émergence du secteur privé. Aussi, la mise en place de systèmes efficaces de redistribution des revenus met les politiques fiscales et les mesures destinées à améliorer la productivité au centre des futures stratégies économiques, exigeant ainsi l'émergence de solutions innovantes pour gérer un secteur informel surdéveloppé.

D'un point de vue international, les mornes perspectives de croissance chez les principaux partenaires commerciaux de la région, (comme l'UE) appellent à diversifier et renforcer les marchés régionaux au Sud avec la Turquie, le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), l'Afrique Sub-Saharienne par l'approfondissement des relations commerciales, monétaires et financières. Le Sud de la Méditerranée devrait également envisager de regarder plus loin que son voisinage et nouer des partenariats avec les grands émergents comme le Brésil, la Chine et l'Inde. Le positionnement économique de l'Europe et son rôle continueront d'être privilégiés, au vu de sa proximité géographique et de ses liens naturels avec les pays du Sud de la Méditerranée. Toutefois, la crise de la dette souveraine pourrait avoir des conséquences importantes ; non seulement sur le marché intérieur mais aussi sur les pays du Sud dépendants de la demande Européenne. Ces réalités nonobstant, et malgré les incertitudes sur le futur politique de la région, l'UE a les instruments politiques et économiques pour contribuer à consolider le nouveau modèle socioéconomique de développement de la région. Clairement, le nouveau contexte régional promet l'avènement d'un changement fondamental des réalités politiques et économiques du Sud de la Méditerranée où de nouvelles règles commencent à se dessiner.



Le scénario d'intégration Euro-Méditerranée est-il la voie d'avenir ?



Dr. Luc De Wulf, Center for Social and Economic Research (CASE, Pologne), leader du WP5

Le «Printemps Arabe» et les importantes incertitudes politiques qu'il a amenées aura sur le long terme des conséquences socioéconomiques

importantes sur le Sud de la Méditerranée. Plusieurs facteurs dépassent toutefois la dimension de court terme de ces incertitudes, et à condition qu'ils soient correctement identifiés peuvent aider les décideurs politiques à mettre en place des mesures favorisant et soutenant la croissance, elle-même condition préalable à la réduction du chômage. Le rythme de la progression démographique dans la région rappelle l'urgence d'adopter des politiques stimulant la croissance afin de créer des emplois pour les nouveaux entrants sur le marché du travail. La recherche entreprise dans le work package 5 (WP5) a clairement identifié une série de facteurs clés qui pourraient impacter positivement la performance économique de la région d'ici à 2030 et au-delà. D'abord, un cadre macroéconomique stable caractérisé par une inflation faible s'avère fondamental et requiert de contenir les déficits fiscaux afin d'éviter leur monétisation et par là, une croissance induite de la masse monétaire. Deuxièmement, une économie ouverte peut s'avérer positive pour augmenter la compétitivité extérieure et attirer des investissements directs étrangers (IDE) stimulant la technologie. Cela demandera davantage d'intégration dans l'économie mondiale –avec l'Europe, entre les pays du Sud de la Méditerranée, et avec le reste du monde. Afin de réaliser cet objectif, une baisse des droits de douane (intégration faible), la levée des barrières non tarifaires (intégration forte) et la mise en place d'un régime de changes flottants sont nécessaires. Troisièmement, améliorer la qualité des institutions permettrait de favoriser un meilleur climat des affaires aussi bien pour les acteurs privés que pour la fourniture des services publics de qualité par le gouvernement. Le scénario qui se concentre sur une plus grande intégration avec l'UE et qui pourrait se baser sur l'expérience Euro-Turque en matière d'union douanière (UD) pourrait améliorer significativement ces facteurs en soutenant la croissance.

L'adoption d'une solution favorable à la profonde crise fiscale qui fait rage dans l'UE renforcera le dynamisme que l'on s'attend à émerger d'une intégration Euro-Méditerranéenne plus poussée. Une stratégie Européenne d'assistance bien conçue, mise en place correctement et destinée à soutenir les transitions politiques des pays Sud Méditerranéens pourrait également améliorer les leviers de croissance ici mentionnés. Dans les années à venir, une intégration régionale plus poussée ainsi qu'une meilleure intégration avec le reste du monde avec les Etats Unis et les marchés émergents comme la Chine, l'Inde, et le Brésil, pourrait avoir un impact très positif sur les tendances économiques et sociales. Un scénario de business as usual ne serait cependant pas désastreux, mais constituerait une opportunité perdue alors qu'un scénario pessimiste conduirait à une croissance plus faible et un chômage en constante progression, une situation clairement explosive à éviter à tout prix.

Qu'est ce qui déterminera la croissance de long terme après le Printemps Arabe?

Dr. Leonor Coutinho, Cyprus Center for European and International Affairs (CCEIA, Chypre)



Discuter de la croissance à long terme du Sud de la Méditerranée en plein coeur du Printemps Arabe n'est pas chose aisée. Les soulèvements dans la région peuvent aussi bien laisser des blessures économiques qui mettront longtemps à cicatriser qu'amener des changements structurels à même de mettre ces économies sur un sentier de croissance plus favorable. Il est toutefois prématuré d'appuyer un argument ou un autre. La question à laquelle cet axe de recherche de MEDPRO cherche à répondre est la suivante : qu'est ce qui détermine la croissance de long terme de la région dans le contexte d'instabilité politique amenée par le Printemps Arabe ? Jusque maintenant, les résultats empiriques soulignent le rôle clé de l'intégration économique pour favoriser la croissance dans la région. Bien qu'il n'existe pas de preuves que le rapprochement économique européen soit plus bénéfique que le rapprochement avec d'autres régions, l'UE est un proche voisin industriel et donc un candidat naturel à un partenariat plus avancé. Aussi les différences de flux d'investissements directs étrangers (IDE) expliquent les différences de croissance enregistrées par la région, mais, le Printemps Arabe, a, dans ce domaine amené beaucoup d'incertitudes dans le climat des affaires de la région, incertitudes à même de persister.

Une instabilité de longue durée peut très bien se traduire par le retrait des compagnies étrangères et dissuader leurs homologues d'entrer sur les marchés du Sud, soulignant ainsi la priorité de parvenir à garantir une stabilité politique. Au-delà de la crise actuelle, la stabilité macroéconomique continue de jouer un rôle central. Il est aussi important d'assurer la soutenabilité de la politique fiscale, afin de contenir la monétisation des déficits du gouvernement et l'inflation, tout en transférant des ressources vers des domaines soutenant la croissance, comme par exemple l'éducation. Malgré cela, un des plus grands défis à relever par la région tient à absorber des grands segments de travailleurs potentiels dans des activités productives. Les stratégies d'emploi qui se basent sur l'extension des emplois publics à faible productivité seraient sources de tensions pour les finances publiques, aggravant ainsi les risques de monétisation des déficits et les pressions inflationnistes. D'un autre côté, améliorer les conditions de développement du secteur privé devrait être la clé de voute pour casser l'arbitrage inflation-emploi. Aussi, de meilleures politiques migratoires en UE pourraient également jouer un rôle dans la résolution de ces dilemmes.

Approches faibles et fortes dans l'intégration commerciale Euro-Méditerranéenne: Quels bénéfices?

Dr. Ahmed Farouk Ghoneim, Center for Social and Economic Research (CASE, Pologne), Université du Caire (Egypte); Prof. Nicolas Peridy, CASE, Université de Toulon Var (France)



Les résultats de la recherche montrent qu'une forte intégration commerciale se traduirait par une importante création de commerce due aux gains de commerce enregistrés suite à l'élimination des barrières non tarifaires (BNT). En ce qui concerne les importations, la hausse anticipée se situe entre 25% pour le Maroc et la Tunisie et 60% en Algérie. Les autres pays sont dans des positions intermédiaires, avec la hausse anticipée des importations se situant entre 32% (Liban) et 39% (Egypte et Jordanie). La hausse des exportations, bien que significative (35%) reste en deçà des hausses des importations, cela étant du au fait que les NTB appliquées par l'UE vis-à-vis des pays du Sud de la Méditerranée sont moins importantes que celles appliquées par la région vis-à-vis de l'UE. La principale raison derrière ce résultat tient à l'absence de progrès réalisés dans la réduction des BNT. Les gains commerciaux d'une forte intégration commerciale peuvent encore être renforcés par la réduction potentielle des coûts de commerce et de logistique : dans un scénario optimiste, on s'attend à ce que les hausses d'importations soient les plus importantes pour les pays sujets aux plus grandes inefficiences logistiques de la région : Algérie, Egypte et Maroc, bien que ce dernier ait accompli d'importants progrès en la matière lors des dernières années. Inversement, la simple réduction des droits de douane ne se traduirait que par des hausses d'importation modérées voire limitées, à l'exception de l'Algérie et dans une moindre mesure de la Tunisie. Pour ces pays, la hausse des importations est estimée à 59% pour l'Algérie et 42% pour la Tunisie. L'Egypte et le Maroc manifestent des hausses d'importations limitées suite à une réduction des droits de douane (environ 30%). Pour les autres pays, (Israël, Jordanie, Liban et Turquie) seule une hausse limitée des importations verrait le jour suite à une faible intégration commerciale, car les gains potentiels de la libéralisation commerciale ont été quasiment réalisés en totalité suite aux précédentes vagues de libéralisation multilatérales dans le cadre du GATT et régionales dans le cadre du Processus de Barcelone. Les effets sur les exportations d'une réduction des droits de douane seraient également mineurs, car tous les partenaires commerciaux de la Méditerranée ont déjà baissé leurs droits de douane.

Quel avenir pour les investissements directs étrangers (IDE) dans le Sud de la Méditerranée ?

Prof. Khalid Sekkat, Forum Euro-Méditerranéen des Instituts de Sciences Economiques (FEMISE, France), Professeur à l'Université Libre de Bruxelles (ULB, Belgique)



Les perspectives d'évolution des investissements directs étrangers (IDE) dans le Sud de la Méditerranée ont été évaluées dans quatre scénarios : i) perpétuation des tendances actuelles ; ii) intégration Euro-Méditerranéenne poussée ; iii) intégration intra-Méditerranéenne au détriment de l'intégration Euro-Méditerranéenne ; iv) pas d'intégration. Dans le premier scénario, la part des IDE dans le PIB baisse légèrement dans tous les pays à l'exception de la Jordanie, où la baisse est significative. Dans le deuxième scénario, le même ratio augmente dans tous les pays. La progression la plus importante est enregistrée en Jordanie où la part des IDE dans le PIB (presque 2 points de pourcentage) et reste non négligeable en Egypte, Israël et Tunisie (plus de 0.6 points de pourcentage). Dans le troisième scénario, les augmentations sont moins importantes, mais néanmoins non négligeables en Egypte, Israël et Tunisie (plus de 0.3 points de pourcentage). Enfin, dans le quatrième et dernier scénario, la part des IDE dans le PIB baisse sensiblement. La Jordanie est l'économie la plus affectée (~4 points de pourcentage) suivie de l'Egypte, Israël et la Tunisie (environ -1.5 points de pourcentage). Dans la mesure où les détériorations s'avèrent plus fortes que les améliorations dans les trois premiers scénarios, les résultats soulignent le besoin de vigilance dans les réformes destinées à favoriser l'afflux de capitaux, plus particulièrement dans l'après Printemps Arabe.

Quel diagnostic et quel avenir pour les futures politiques monétaires dans le Sud de la Méditerranée ?

Prof. Sami Mouley, Consultant associé à l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ, Tunisie), Professeur à l'Université de Tunis Al Manar (Tunisie)



Bien que les politiques monétaires et de changes soient relativement homogènes dans les pays du Sud de la Méditerranée, leurs progrès et niveaux de développement sont dans les faits différents. Si la stabilité des prix est l'objectif final des politiques monétaires, le recours à des approches alternatives basées sur le ciblage de la base monétaire et des agrégats de crédit est cité comme l'objectif intermédiaire de la politique monétaire dans quelques cas. Le passage à un régime formel de ciblage de l'inflation est ralenti dans quelques pays par l'utilisation de subsides et de mécanismes de contrôle des prix (Algérie, Egypte, Libye). Les producteurs de pétrole ont des politiques monétaires particulièrement restrictives afin d'absorber les liquidités excessives lorsqu'elles apparaissent. Ces caractéristiques se traduisent par une dépendance de l'inflation aux prix de l'énergie et des denrées alimentaires ainsi qu'à des tensions dans la demande intérieure. L'indépendance opérationnelle des banques centrales est limitée à l'exception d'Israël, du Maroc et de la Turquie. Pour ce qui est de la gestion de la dette publique, la plupart des pays manquent d'un marché financier solide pour la dette publique, et les subsides à l'énergie rendent les comptes publics particulièrement sensibles aux fluctuations des prix internationaux. La hausse des taux d'intérêt en tant que politique budgétaire contra-cyclique et la gestion pro-active de la dette publique existent dans des pays comme le Maroc et la Tunisie. Nos résultats pour les pays du Maghreb montrent que la convergence partielle des politiques monétaires, en particulier dans ce qui relève de la stabilisation des taux d'inflation, reste une option ouverte pour une phase transitoire où l'intégration financière est faible.

Quels pré-requis pour le développement financier du Sud de la Méditerranée ?

Dr. Rym Ayadi, Chercheuse Senior, CEPS, Directrice de Recherche, leader du WP6 et Coordinatrice de MEDRO



A l'exception d'un ou deux pays (Israël et Turquie) les mesures actuelles du développement financier montrent que les systèmes financiers du Sud de la Méditerranée sont incapables d'apporter des opportunités de financement adéquates pour les entreprises privées. L'analyse empirique des déterminants du développement financier montre que l'existence simultanée de fortes institutions légales, d'une bonne gouvernance démocratique et des réformes financières pourraient avoir un impact positif substantiel sur le développement financier. Au delà de ces points communs, les déterminants du développement financier divergent selon la manière dont le phénomène est mesuré. Pour les prêts au secteur privé, une expansion de la dette publique tend à diminuer la croissance des crédits de manière significative et persistante mettant ainsi à jour l'existence d'un effet d'éviction. Pour ce qui est de l'inflation, celle-ci a un effet négatif sur les dépôts, mais l'ouverture du compte de capital pourrait contrer ces effets, permettant également un afflux plus libre des flux de financements extérieurs et une meilleure allocation des ressources financières. Toutefois, comme la crise financière de 2007-2009 l'a largement montré, tout du moins du point de vue des pays en voie de développement, un compte de capital ouvert peut également s'accompagner d'instabilités macroéconomiques par les décélérations et/ou les retournements soudains des afflux de capitaux, les renversements concomitants dans les taux de change ainsi que dans l'apparition de crises financières. Il est donc important de se demander si les politiques de libéralisation qui ont été mises en place dans la région se sont traduites par des gains économiques ou si au contraire elles ont contribué à renforcer l'instabilité.

L'Union douanière UE-Turquie: Quelles leçons pour le Sud de la Méditerranée ?

Prof. Subidey Togan, Center for Social and Economic Research (CASE, Pologne), Université de Bilkent (Turquie)



Conclue en 1995 l'Union Douanière (UD) UE-Turquie a été un instrument majeur de l'intégration de la Turquie dans les marchés Européens et mondiaux, ainsi qu'un vecteur important de modernisation de l'économie Turque. L'UD a ancré la Turquie de manière crédible dans un régime commercial libéral pour les produits industriels et permet la participation du pays au marché unique Européen. Cette participation s'est traduite pour les producteurs Turcs par une plus grande exposition à la concurrence de produits originaires d'une des plus grandes, sinon de la plus grande zone de libre échange du monde entier. Ces derniers sont protégés de la compétition extérieure exactement au même niveau que leurs homologues européens, et font par conséquence face à la concurrence de firmes paneuropéennes d'envergure mondiale. En retour, les producteurs Turcs ont libre accès aux marchés de l'Espace Economique Européen (27 pays de l'Union Européenne + Association Européenne de Libre Echange).

Quinze années se sont écoulées depuis la création de l'UD UE-Turquie. Remplir les critères de l'UD a été toutefois difficile. La Turquie a introduit des réformes majeures, mais a aussi fait face à d'importantes difficultés au moment d'éliminer les barrières techniques au commerce, d'adopter et mettre en place les provisions européennes sur la concurrence et les aides d'Etat, et d'assurer une protection correcte des droits de propriété intellectuelle, domaines dans lesquels, le pays ne remplit pas encore les conditions stipulées par l'UE.

Une leçon qui peut être prise de l'expérience Turque est que la libération commerciale achevée par un accord commercial préférentiel comme l'UD UE-Turquie, peut faire passer un pays d'une économie contrôlée à une économie marché. Un autre point clé du succès de l'UD réside dans la volonté politique de réformer l'économie, une volonté qui existait en tant que chemin vers l'adhésion du pays à l'Union Européenne. Il en résulte que le pays, a ouvert son marché aux importations de produits industriels venant de l'UE, adopté le tarif extérieur commun, les traités que l'UE a conclu avec des partenaires tiers, mais a aussi accepté les provisions Européennes relatives aux douanes, l'approche Européenne par l'harmonisation pour éliminer les barrières techniques au commerce, la politique Européenne de concurrence, l'acquis Européen en termes de droits de propriété intellectuelle et les réglementations commerciales européennes. Bien que le coût administratif de ces mesures ait été élevé, il a été le prix à payer pour consolider l'espoir de devenir membre de l'UE à part entière. Par ailleurs, il n'y eut presque pas de résistance de la part de l'opinion publique Turque. D'autres pays n'ont peut être pas la possibilité de devenir membres de l'Union Européenne, mais pourraient néanmoins être intéressés d'intégrer l'UE pour connaître une croissance forte et soutenable en termes de croissance du revenu par tête. Dans ce cas, le pays intéressé pourrait signer un accord de libre échange avec l'Union Européenne mais n'adopter que les politiques européennes favorables à la croissance.



Evènements passés

Réunion scientifique de MEDPRO à Bruxelles: Les 22 et 23 Septembre 2011, les chercheurs de MEDPRO ont présenté leurs travaux et discuté en particulier des scénarios de référence et alternatifs à la lumière des soulèvements dans le Sud de la Méditerranée.

Stakeholder Engagement

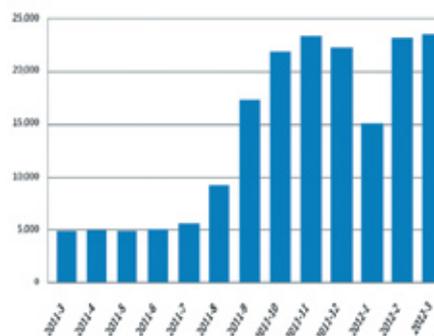
Group: Le 30 Novembre 2011, les work package leaders de MEDPRO et des experts extérieurs se sont réunis au siège d'IEMed à Barcelone afin de présenter et raffiner les résultats intérimaires des différentes recherches.

Prochains évènements

Réunion scientifique de MEDPRO à Athènes: Les 31 Mai et 1^{er} Juin 2012, les chercheurs de MEDPRO se réuniront à Athènes pour discuter des versions finales des scénarios de référence et alternatifs de MEDPRO.

Site web de MEDPRO – Visites en 2011

Le site web de MEDPRO a suscité un intérêt remarquable depuis le mois de Septembre 2011 avec presque 25000 visites en Novembre 2011 et Février 2011 !



Dissémination de MEDPRO

Interventions de la Coordinatrice de MEDPRO:

Lors de ces derniers mois, la Coordinatrice de MEDPRO est intervenue à plusieurs reprises dans des réunions de haut niveau dans le cadre de la dissémination de MEDPRO. Plus récemment, Dr. Rym Ayadi s'est exprimée à l'Université de Paris Dauphine le 2 février ainsi que dans le cadre du Groupe Stratégique de Haut Niveau pour la Méditerranée du German Marshall Fund of the United States lors d'une rencontre organisée entre le 29 Février et le 2 Mars 2012. Ses interventions concernaient respectivement les défis socio-économiques après le Printemps Arabe ainsi que l'avenir des secteurs financiers dans la région.

Collaborations de MEDPRO: La Coordinatrice de MEDPRO a développé de nouvelles collaborations portant sur l'échange de recherches et la dissémination des résultats avec des instituts de recherche Euro-Méditerranéens comme Euromesco, CIHEAM, Plan Bleu ; la fondation Anna Lindh et d'autres projets de recherche du 7^e PCRD comme AUGUR, EUBORDERREGIONS et SCOOP.

Publications de MEDPRO

Téléchargement gratuit sur www.medpro-foresight.eu

Le rôle des politiques monétaires et de la convergence macroéconomique dans le développement des systèmes financiers dans les pays du Sud de la Méditerranée; Sami Mouley; Rapport technique

Approches fortes et faibles de l'intégration commerciale dans le Sud de la Méditerranée: Scénarios à l'horizon 2030; Ahmed Farouk Ghoneim, Nicolas Périddy, Javier Lopez Gonzalez, Maximiliano Mendez Parra; Rapport technique

Les défis de la libéralisation des comptes de capital dans le Sud de la Méditerranée; Sami Mouley; Rapport technique

Déterminants de la croissance et de l'inflation dans le Sud de la Méditerranée; Leonor Coutinho; Rapport technique

L'Union Douanière UE-Turquie : Un modèle pour la future intégration Euro-Méditerranéenne; Sübidey Togan; Rapport technique

L'échec des transitions Algériennes vers une soutenabilité de l'appareil politique: de nouveaux carrefours à l'horizon; Hakim Darbouche; Rapport technique

Quels scénarios pour l'Euro-Méditerranée en 2030 après le Printemps Arabe?; Rym Ayadi et Carlo Sessa, Policy Brief, Octobre 2011

MEDPRO in a nutshell

Titre	MEDPRO – Prospectives Méditerranéennes
Type de financement	Projet collaboratif : projet de recherche petit-moyen
Coordinateur	Dr. Rym Ayadi, Centre for European Policy Studies (CEPS) rym.ayadi@ceps.eu
Durée	1er avril 2010 – 31 mars 2013 (36 mois)
E-mail de contact	medpro@ceps.eu
Description	MEDPRO explore les défis auxquels les pays du sud de la Méditerranée devront faire face dans les prochaines années. Le projet entreprendra une analyse prospective afin de considérer les interactions entre développement et coopération Euro-Méditerranéenne dans les domaines suivants : géopolitique, démographie, éducation, protection sociale, énergie, changement climatique, commerce et finance. Le but de cet exercice sera de fournir la meilleure assise scientifique pour les décisions politiques futures tant au niveau domestique qu'europpéen dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage (PEV) et de l'Union pour la Méditerranée (UpM)
Partenaires	16 (13 pays)
Consortium	Centre for European Policy Studies, CEPS, Belgique; Center for Social and Economic Research, CASE, Pologne; Cyprus Center for European and International Affairs, CCEIA, Chypre; Fondazione Eni Enrico Mattei, FEEM, Italie ; Forum Euro Méditerranéen des Instituts de Sciences Economiques, FEMISE, France ; Faculty of Economics and Political Sciences, FEPS, Egypte; Istituto Affari Internazionali, IAI, Italie; Institute of Communication and Computer Systems, ICCS/NTUA, Grèce; Institut Européen de la Méditerranée, IEMed, Espagne; Institut Marocain des Relations Internationales, IMRI, Maroc; Istituto di Studi per l'Integrazione dei Sistemi, ISIS, Italie; Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives, ITCEQ, Tunisie; Mediterranean Agronomic Institute of Bari, MAIB, Italie; Palestine Economic Policy Research Institute, MAS, Palestine; Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute, NIDI, Netherlands; Universidad Politécnica de Madrid, UPM, Spain; Centre for European Economic Research, ZEW, Germany
Site internet	www.medpro-foresight.eu
Financement de la C.E	2,647,330€
Officier scientifique de la C.E	Dr. Domenico Rossetti di Valdalbero